

Martxelo Otamendi - Entrevue

Qu'est-ce qu'ils vous ont fait pendant ces cinq jours?

Des exercices physiques interminables, jusqu'à l'épuisement, jusqu'à me faire tomber et perdre l'haleine, des flexions, des menaces, des insultes... et le sac, deux fois. Ils m'ont averti que c'était comme un train : Ils m'ont dit que j'avais la possibilité de descendre au premier arrêt et comme ça souffrir moins, "parce qu'ici tout le monde finit par parler". Dans mon cas ils ne se sont pas obstinés comme ils l'ont fait avec Juan Mari. Tout était graduel: au début ils m'obligeaient à rester debout, après, à maintenir les jambes étirées mais penché en dessous de la taille... ils m'ont fait rester comme ça trois heures.

Ils vous interrogeaient pendant ce temps?

Non, dans la cellule. Et là même, à côté, il y avait un autre arrêté des nôtres. Lui, ils le traitaient assez bien, par rapport à moi. Ils voulaient mettre en scène une discrimination dans le traitement, pour que l'on arrive à se haïr, pour que l'on arrive à haïr notre ami.

Vous aviez un copain à côté, malgré l'incommunication?

Oui, mais on ne pouvait pas se regarder, même pas parler entre nous. Tout le long de ces cinq jours-là, je n'ai pas osé lui adresser la parole, à cause de la peur que cela me provoquait. On ne s'est même pas regardés.

Parce qu'il y avait des Gardes Civiles?

Ils n'étaient pas avec nous, mais ils avaient comme un oeil magique sur la porte pour pouvoir nous voir. Tu es terrifié, en imaginant tout ce qu'ils pourraient te faire s'ils te voient regarder ton ami. Trois jours complets ensemble et pas un mot.

Ils vous ont appliqué le sac.

Ils essaient de rendre graduel l'interrogatoire. A cours de cette graduation, ils te font comprendre que chaque jour qui passe va être pire. Le sac m'a été appliqué par un autre groupe de Garde Civils, samedi.

La journée de la manifestation.

Ils me l'ont fait deux fois. Moi, je croyais très naïvement que le sac durait une demi minute ou une minute, jusqu'à perdre l'haleine. Mais tu n'arrives même pas à tenir trois secondes! Tu sens que tu t'en vas... et tu leur dis : " Je vais tout raconter! ". Après, tu commences à dire des choses dont tu ne te souviens plus ou autres, et eux, encore une fois: "Rappelle toi, fils de pute! Par terre! Fais des flexions!"

Est-ce qu'ils vous ont frappé?

Oui, quand ils m'ont déshabillé. Ils me couchaient sur le sol, sur le ventre et sur le dos. Il y avait des insultes de type sexuel aussi : "Mets toi comme ça, on sait que ça te plaît...". Pendant que j'étais nu, ils m'ont introduit un plastique dans l'anus.

Est-ce que vous avez dit au médecin légiste qu'ils vous ont torturé?

Ils m'amenaient tous les jours devant le médecin. Le deuxième jour, je lui ai dit que jeudi avait été une journée très dure, qu'ils m'avaient fait faire des milliers d'exercices, des insultes, de menaces... "Ça va mal, je vais perdre connaissance", je lui ai dit, " dites au juge qu'il me conduise à une cellule de l'Audience Nationale, sinon je vais commencer à donner des coups de tête contre mur en acier...". Je suis sorti de là les yeux bandés et, au bout d'une demi-heure, plusieurs Gardes Civils sont venus dans ma cellule. Ils m'ont traîné par terre, ils m'ont couché et ils m'ont dit : "Si tu racontes encore une fois quelque chose au médecin, on te tire dessus". En une demi- heure ils savaient tout!

Évidemment, il n'y avait pas de Gardes Civils pendant la conversation avec le médecin.

Non, il n'y en avait pas. Après, j'ai raconté au juge que les Gardes Civils avaient des moyens pour savoir ce que l'on racontait au médecin. Je voulais lui montrer que la figure du médecin ne sert à rien, qu'il n'y a pas de garanties pour le détenu.

Quel type d'information voulaient-ils obtenir?

Avec moi ils avaient deux questions : d'une part, la participation au sein de l'ETA lors de la constitution d'Egunkaria et lors de ma nomination et, d'autre part, les entrevues avec l'ETA, les documents et la revue Zutabe. Je leur ai dit mille fois que nous on n'a rien à voir avec l'ETA, que moi j'ai été nommé par Iñaki Uria, qu'Iñaki Uria n'appartient pas à l'ETA, et je leur ai dit aussi que je n'aurais pas accepté le poste d'avoir su que l'ETA avait quelque chose à voir. Je l'ai dit aussi au juge, mille fois, lorsqu'il m'a laissé parler pendant 45 minutes. Mais quand je disais cela aux Gardes Civils, ils me faisaient taire : "Fils de pute! Fils de pute!". Ils m'ont aussi dit qu'ils allaient me tuer. Quand je leur ai dit que j'avais le droit de ne pas déclarer ils m'ont répondu: "Cet endroit n'a rien à voir avec la démocratie ni avec la Constitution".

Est-ce qu'ils avaient beaucoup de renseignements sur vous?

Ils sortaient toujours mes commentaires dans les entrevues auxquelles j'avais participé. Ils m'ont laissé comprendre que lors du jugement du cas Lasa et Zabala à Madrid, ils étaient eux aussi impliqués : "Pourquoi as-tu ri quand ils ont lu la décision judiciaire?". Il était évident qu'ils m'en voulaient.

Il paraît qu'ils possèdent beaucoup d'information sur Egunkaria et le monde de l'euskara.

Oui, on dirait. Je ne sais pas exactement combien, mais il est évident qu'ils ont une connaissance approfondie sur la production en euskara et sur l'euskara.

Est-ce que différents groupes de Gardes Civils vous ont torturé?

Avec moi, il y a eu deux groupes. C'étaient des jeunes gens d'environ 30 ans, avec une haine profonde, qui avaient une connaissance générale de la culture basque, avec un concept impérial centralisé de l'Espagne. Leur jeu préféré était de me demander : "Quels sont les limites de l'Espagne?". Et j'étais obligé de répondre : "D'Irun à Algeciras et de Finisterre à Cape de Roses". Et ils me le faisaient répéter une et mille fois.

Est-ce que vous avez pu voir un Garde Civil?

J'avais toujours les yeux bandés, avec une espèce de chaussette qui était nouée sur les yeux. Si elle bougeait et j'apercevais un peu de lumière, moi-même je le leur faisais savoir, car je paniquais rien que de savoir ce qu'ils pouvaient me faire s'ils s'en apercevaient.

Est-ce que vous saviez qui était dans les autres cellules?

Non. J'ai cru entendre les cris de Torrealdai et d'Uria, qui criaient et se plaignaient. J'imagine qu'il y avait d'autres membres de l'actuelle direction d'Egunkaria.

Est-ce qu'ils vous ont fait dire quelque chose qui soit faux?

Non, parce qu'en plus, puisque tu crois qu'ils savent la réponse tu n'oses pas leur mentir. Pendant des heures, je ne savais quoi dire. À la fin, ils te croient. J'ai nié tellement de fois que des relations pouvaient exister entre l'ETA et Egunkaria, qu'à la fin ils se sont ennuyés et ils ont commencé à m'interroger sur les entrevues avec l'ETA et les communiqués. De toute façon, ce n'était pas là la préoccupation du juge. Le juge a dit que ce cas-là est responsabilité d'un autre juge et que, lui, il n'entrerait pas là-dedans.

Est-ce que les Gardes Civils ont parlé de la possibilité de prolonger l'incommunication et la mise en détention?

Oui. Ils m'ont fait signer un papier dans lequel ils me faisaient savoir que le juge avait décidé de prolonger l'incommunication de huit jours. Ceci m'a été dit samedi et je croyais que dimanche, lundi et trois jours de plus, ils me maintiendraient là. J'ai cru que je ne résisterais pas. Et c'est alors qu'ils te présentent la possibilité du suicide. Je leur ai demandé de me tirer un coup de feu, pour en finir.

Vous leur avez demandé cela?

Oui, plusieurs fois. J'ai dit au médecin que s'il ne faisait rien je me tuerais contre un pilier qu'il y avait dans la cellule. Tu ne veux pas mourir, mais c'est quelque chose qui te sors de dedans, c'est une façon de dire que tu es arrivé à la limite de l'humain, que tu n'en peux plus.

Après cinq jours d'incommunication, qu'est-ce que vous avez dit au juge Del Olmo?

J'ai fait une défense d'Egunkaria et de moi-même. J'ai affirmé clairement qu'Egunkaria n'a aucune relation avec l'ETA, que l'ETA n'a jamais pris parti dans le journal et que l'unique relation que l'ETA a eu avec Egunkaria ce sont les trois entrevues, qui sont un travail journalistique. J'ai parlé beaucoup. Une autre question était celle des actionnaires d'Egunkaria. Ils ne comprenaient pas que, alors qu'il y avait environ un millier d'actionnaires, une trentaine seulement assistent aux Assemblées, ni le fait que les actionnaires ne demandent pas à Egunkaria de produire des bénéfices. Le juge me posait des questions là-dessus et je lui disais que, s'il le voulait, je lui expliquerais notre philosophie. Je lui disais que les actionnaires mettent de l'argent avec deux conditions: faire fonctionner Egunkaria et ne discuter aux réunions. Je lui ai dit que le BBV a plus d'un million d'actionnaires, mais qu'il n'y en a que mille cinq cents qui participent aux Assemblées Générales; j'ai été invité à l'une de ces Assemblées et je l'ai constaté. L'équipe de football de Barcelone, El Barça, compte sur 100.000 actionnaires et à l'Assemblée Générale il n'y en a pas plus de trois mille ou quatre mille. Je lui ai dit que les produits en euskara sont déficitaires, qu'on vit grâce aux subventions, et que les infrastructures, économiquement, sont déficientes. J'ai dû clarifier tout, ça pour montrer pourquoi les actionnaires ne vont pas aux Assemblées.

La thèse du juge est que ce sont des actionnaires fictifs...

Le truc consiste à dire que l'ETA a fourni l'argent et que les actionnaires sont des prête-noms. Je lui ai dit que c'était de vrais actionnaires, avec des noms. Il m'a demandé si je les connaissais, et je lui ai dit que oui, j'en connaissais certains. J'ai passé 45 minutes à répondre à ce genre de questions: je n'avais pas été nommé par l'ETA, l'ETA n'avait eu aucune intervention d'aucune sorte dans Egunkaria, il n'y avait aucun membre de l'ETA au sein d'Egunkaria, j'avais été nommé par le Conseiller-Délégué. La seule dette que j'avais était envers mes lecteurs, mes travailleurs, mes annonceurs. Je lui ai dit que je ne savais pas sur quels papiers mon nom apparaissait, mais que s'ils existaient, mon rôle était passif, j'étais nommé sans rien savoir du tout.

De même que dans beaucoup de papiers de différents partis politiques certaines appréciations peuvent apparaître?

Je lui ai dit: "Je suis sûr que dans beaucoup de réunions de beaucoup de partis le nom de Egunkaria apparaît, ainsi que notre nom, et c'est sûrement consigné dans les comptes-rendus, et cela ne signifie pas que nous ayons une quelconque relation". Certains parlent d'Egunkaria peut-être pour évaluer une réunion et d'autres pour évaluer le traitement de l'information, bon ou mauvais, qui a été donné à un sujet ou à un autre.

Quelle a été la réaction du juge face à l'accusation de tortures?

Ni le procureur ni le juge n'ont rien demandé, ils n'ont pas non plus demandé de précisions d'aucune sorte. Je leur ai dit qu'il n'était pas possible de traiter un professionnel de l'information ou n'importe qui de cette façon... Et je leur ai dit aussi: "Les Gardes Civils ont dit des horreurs sur mes droits, sur le Tribunal National, sur la Constitution, sur le Gouvernement Basque...". Et je leur ai dit: "Par respect à l'égard de cette institution, je ne vais pas répéter ce que j'ai entendu".

Quand vous avez été libéré, vous vous attendiez à voir Egunero dans la rue?

Je n'avais aucun doute là-dessus. Il y a deux choses dont je suis spécialement fier: d'une part, que vous avez été capables, sans Directeur, sans Conseiller-Délégué, sans Président du Conseil Éditorial, d'organiser et de publier un journal; d'autre part, la manifestation impressionnante de samedi. Vaste, massive et spontanée, d'après ce qu'on m'a dit. Une manifestation à laquelle beaucoup sont allés, guidés par leur coeur, beaucoup en larmes... Maintenant, nous devons mettre ce courant à profit pour faire un grand journal.

En sortant de prison vous avez noté trois choses à faire.

La première: nous devons continuer à travailler pour que les camarades qui sont toujours en prison soient remis en liberté. La deuxième, nous devons arriver à faire en sorte qu'Egunkaria aille de l'avant. La troisième, nous devons profiter du fait que des personnes connues du Pays Basque ont été torturées pour créer une barrière nationale-institutionnelle-sociale contre la torture. Puisque notre accusation va être crédible pour beaucoup de gens, travaillons pour faire disparaître la torture. Les gestionnaires de ce pays doivent considérer cela comme un problème primordial. Nous devons organiser une espèce de Nunca Mais (Jamais plus: Groupe de protestation contre la marée noire en Galice) contre la torture.

Le Gouvernement Espagnol a déjà annoncé qu'il va mettre en accusation les personnes qui ont lancé des accusations de torture.

Nous nous verrons devant les tribunaux, mais moi j'ai été torturé, et je n'ai rien prouvé parce que je n'ai pas eu l'occasion de prouver quoi que ce soit. Ce sera ma parole contre la leur.